Kibare

Bulletin du Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle de l'ADEA

Version en Français

N°006
Décembre 2014

Groupe de Travail
sur l'Education Non Formelle
(GTENF)
Association pour le Développement
de l'Education en Afrique
(ADEA)
11 BP 692 OUAGADOUGOU
CMS 11 - BURKINA FASO
Tél. +226 25 36 58 45
gtenf@fasonet.bf

www.gtenf.org

1. A propos du GTENF

Chères lectrices, chers lecteurs,

«Kibare» qui signifie «aux nouvelles!» dans plusieurs langues ouest africaines a été créé par le GTENF pour servir de lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et pour promouvoir la vision holistique de l'éducation. Il s'inscrit dans la dynamique du nouveau changement de paradigmes qui guide les interventions de l'ADEA depuis la Triennale de Ouagadougou 2012.

Vos avis et commentaires permettront d'améliorer le contenu et la forme de «Kibare».

Ibrahima Bah-Lalya, Coordonnateur GTENF

Le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF) est l'un des groupes de travail de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA). Il a été mis en place en 1996 à Dakar par les ministères africains d'éducation et de formation, les agences de développement s'investissant en éducation et d'autres partenaires du public et du privé. Sa vision est que «l'exercice effectif du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, au service du développement des individus et de leurs collectivités, soit une réalité en Afrique, en conformité avec les engagements internationaux et sous régionaux».

Au départ, le Groupe avait pour ambition d'étudier la nature et l'impact des formes variées d'éducation offertes hors du cadre scolaire pour les enfants non scolarisés et les enfants déscolarisés, les adolescents et les adultes. Progressivement ces objectifs ont été élargis de manière à mieux contribuer au développement de l'éducation en Afrique. L'éventail de ses interventions a été aussi étendu vers cinq directions principales:

- Le déploiement, au niveau continental, d'une plateforme d'échanges sur le non formel;
- L'identification et la diffusion d'initiatives porteuses sur le non formel ;
- Le renforcement des capacités des prestataires du non formel;
- La consolidation des partenariats entre le public et le privé;
- Le renforcement des capacités des prestataires du non formel et la société civile en général;
- La contribution à la mobilisation des ressources, notamment financières.

Kibare vous propose les rubriques suivantes:

1. A propos du GTENF.....p2
2. Activités du GTENF.....p3
3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires p8
4. Publications p21
5. Dernières nouvelles p25

Le GTENF s'implique effectivement dans les activités des pays. Ici deux membres du personnel du GTENF visitant des écoles de brousse à Manga et à Toécé à une centaine de km de la capitale burkinabè (coll. IB-L)

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 50 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Le GTENF présente les résultats de ses recherches pour 2014

Un atelier a été organisé par le Groupe de travail de l'ADEA sur l'Education non formelle (GTENF-ADEA), en collaboration avec ses partenaires. Il a regroupé, du 08 au 10 Décembre 2014 au Pacific Hôtel de Ouagadougou, des experts en provenance de plusieurs pays de la sous-région pour recueillir les avis informés sur les produits 2014 du Groupe, procéder à des réajustements éventuels et valider techniquement ces produits.

Les résultats de recherche des six études ont été présentés, à savoir: (1) le développement d'une approche conceptuelle et méthodologique d'un socle commun de compétence qui intègre le non formel et la vision holistique; (2) l'élaboration d'une grille d'évaluation pour identifier les programmes alternatifs et les initiatives porteuses en éducation non formelle; (3) l'utilisation des leçons apprises à la Triennale sur les approches novatrices, les savoirs et savoir- faire endogènes pour améliorer les relations Ecole- Communauté, (4) la revue par les pairs au Burkina Faso, (5) la revue par les pairs en République du Congo et (6) l'éducation nomade en zones sahélo saharien.

Les participants devaient également écouter les comptes rendus sur (1) la création et l'entretien du réseau africain pour les jeunes vulnérables et (2) la reconstruction du site Internet du GTENF.

L'occasion a été également mise à profit pour organiser la Session de décembre du Comité consultatif du GTENF.

Vue de la salle de réunion. On reconnait, à partir de la gauche, l'ancien DG de l'UIL et les représentants du MENA, de l'IAO de Praia, du Niger, de ROCARE et du Bénin (coll. IB-L)

Ont pris part à cette importante rencontre, le Directeur du bureau de la Coopération Suisse au Burkina, le Représentant du Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, les Groupes de Travail / Pays du Sénégal, du Niger, du Bénin, du Mali, et du Burkina Faso, ainsi que des institutions internationales telles que l'UIL, l'IAO, le ROCARE, PAMOJA Afrique de l'Ouest et CORADE. Y ont pris également part, la Coordination du GTENF, ses équipes de

Pause-café avec les représentants de l'IAO, du GTENF, de l'APENF, en compagnie de l'un des consultants (coll. IB-L)

consultants ayant mené les différentes études ainsi que des consultants internationaux de renom tel que l'ancien directeur de l'UIL et ancien Ministre de l'éducation du Mali, un ancien fonctionnaire de l'Unesco et professeur à la retraite, des représentants d'associations reconnues au plan national et international tels que Andal et Pinal et l'APENF.

Les participants à l'atelier ont salué le dynamisme qui a caractérisé les travaux du GTENF en 2014, ils ont formulé de suggestions très constructives pour la finition des études et validé techniquement celles-ci sous la réserve de la prise en compte de leurs suggestions. Des participants à l'atelier se sont portés volontaire pour accompagner le GTENF dans l'étape de la finalisation des études.

2. Activités du GTENF

Deuxième session de l'année 2014 du Comité consultatif du GTENF

En marge de l'atelier de validation des études 2014 du GTENF s'est tenue la Session de décembre 2014 du Comité consultatif du Groupe. Ont participé à celle-ci, des membres du Comité ainsi que des observateurs et invités y compris des représentants de GT pays et de Education Without Boarder (Education Sans Frontière), une association Coréenne très active en Afrique qui a considérablement appuyé le GTENF en 2014.

La participation de représentants de EWB de la Corée et d'autres institutions internationales a rehaussé les débats lors de la Session du Comité consultatif du GTENF de décembre 2014 (coll. IB-L)

La rencontre avait pour but de passer en revue l'état de la mise en œuvre des recommandations faites lors de la Session de Juin 2014 du Comité consultatif et de porter à la connaissance des membres, les activités prévues pour 2015. Sur les 13 recommandations majeures formulées en juin 2014, 12 ont enregistrées des avancées notables, seule l'ouverture du site Zankey Faba à d'autres langues, n'a pas connu un début d'opérationnalisation.

Des suggestions et recommandations ont été formulées pour accélérer la cadence dans la mise en œuvre des activités. Il s'agit entre autre, du renforcement de la collaboration entre le GTENF et d'autres institutions sœur comme ROCARE, RECOPA, Tin-Tua du Burkina, AREN du Niger, POTAL MEN du Bénin, ARED du Sénégal, Consortium EDM-APENF; de la capitalisation des études déjà menées par ces institutions ainsi que par les GT pays. Des propositions ont été également formulées pour l'ouverture du site Zankey Faba à d'autres langues africaines en s'assurant de la qualité des différentes productions avant leur publication; la mobilisation des ressources financières pour prendre en charge les activités liées à la gestion du site Zankey Faba. Pour ce dernier point, une requête sera soumise à la DDC ainsi qu'à d'autres partenaires.

Les membres du Comité se sont portés volontaires pour contribuer au contrôle qualité des études présentées.

En ce qui concerne le Programme Budget 2015 du GTENF, le comité consultatif a écouté les propositions formulées par la Coordination du GTENF, après consultation avec les principaux partenaires. En attendant le feedback du Comité Directeur de l'ADEA sur ces propositions, les participants à la Session ont formulé quelques suggestions pour sa mise en œuvre. Ils ont en particulier recommandé de renforcer le développement de synergies dynamiques entre les travaux du groupe et ceux de ses partenaires, de mieux prendre en compte le concept de la ''Vision holistique'' dans les programmes et de renforcer la participation du Groupe aux programmes régionaux et sous régionaux du genre RAMAA et Global Coalition. Pour conclure, ils ont félicité le Groupe pour le renouveau et le dynamisme qui ont caractérisé le déroulement de ses activités en 2014 et formulé les vœux de bonne et heureuse année 2015 à l'ensemble du réseau ENF et à la coordination.

Photo de famille dans les jardins de l'hôtel Pacific de Ouagadougou à la clôture de l'atelier (coll. IB-L)

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 50 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Le GTENF participe à Commémoration de la Journée Internationale de l'Alphabétisation au Burkina Faso

L'alphabétisation est reconnue par tous les Etats comme un prérequis pour tout développement humain durable. Il permet de combattre le sous-développement, l'ignorance, et la dépendance. C'est dans ce sens qu'elle est un droit. C'est la raison qui explique l'institution de la journée internationale de l'alphabétisation (JIA) célébrée dans le monde entier le 08 Septembre de chaque année.

Les autorités du Burkina Faso lors de la célébration de la journée internationale de l'alphabétisation à Dédougou (coll. IB-L)

Au Burkina Faso, la cérémonie a eu lieu à Dédougou le 25 Septembre, avec comme thème central «Alphabétisation et développement durable». Le GTENF a participé à cette importante commémoration.

Parmi les faits marquants de la journée, il y a eu les allocutions du représentant du Maire de la commune de Dédougou, celle de Son Excellence Mr l'Ambassadeur du Canada au Burkina Faso Chef de file des PTF, de la représentante du parrain de la cérémonie et du Ministre Délégué Chargé de l'Alphabétisation. Tous ont insisté sur le rôle de l'alphabétisation dans le développement durable des pays et ont exprimé leur engagement à poursuivre le combat contre l'analphabétisme.

La cérémonie a été mise à profit par les apprenantes et les apprenants pour exprimer leur satisfaction à propos des enseignements

Remise à la représentante de l'APENF de l'attestation du prix UNESCO par le Ministre Délégué chargé de l'alphabétisation (coll. IB-L)

reçus. Les opérateurs du non formel ont aussi profité de l'évènement pour réitérer leur engagement d'intensifier leurs actions pour éradiquer l'analphabétisme au Burkina Faso et en Afrique en général.

La fin de la cérémonie a été marquée par les remises d'attestations de reconnaissances et de décorations des acteurs œuvrant à l'éradication de l'analphabétisme.

Il y a eu en particulier la remise officielle à l'APENF du Prix 2014 d'Alphabétisation de l'UNESCO du Roi SEJONG par le Ministre Délégué Chargé de l'alphabétisation. Cette récompense au plan mondial est une reconnaissance de la communauté internationale de tout le bien qui a résulté de la coopération entre la Corée et l'APENF pour le soutien aux femmes en zones rurales burkinabè.

Une lauréate heureuse de l'être et recevant son diplôme d'alphabétisation des mains de la marraine de la Journée de l'alphabétisation (coll. IB-L)

2. Activités du GTENF

Le GTENF participe à l'atelier de restitution des résultats de l'enquête principale de la RAMAA au Sénégal

Le mercredi 10 septembre 2014 s'est tenu à Dakar dans la salle du Centre national de ressources éducationnelles (CNRE) un atelier de restitution des résultats de l'enquête principale relative à la Recherche-Action sur la Mesure des Apprentissages des bénéficiaires des programmes d'Alphabétisation du Sénégal (RAMAA/Sénégal).

Les média scolaires Sénégalais étaient sérieusement représentés à la rencontre (coll. A-K-B)

L'atelier a connu la participation du directeur du Centre national de ressources éducationnelles (CNRE), de la représentante de l'UNESCO BREDA, du représentant de l'union des associations des élus locaux (UAEL), de la directrice de l'alphabétisation et des langues nationales (DALN), des enquêteurs, des contrôleurs et des opérateurs/trices en alphabétisation des régions concernées par l'étude .L'équipe RAMAA du Burkina Faso y a pris part avec une délégation de deux membres parmi lesquels le GTENF a été représenté.

Cette rencontre a été l'occasion pour les intervenants de rappeler l'intérêt et la pertinence de la RAMAA. En effet, elle est perçue comme un bon dispositif de suivi et d'évaluation des acquis en alphabétisation et elle est fondée sur un processus éminemment participatif.

La présentation des résultats de synthèse du rapport de l'étude et les discussions ont été mises à profit pour formuler des recommandations

Le Burkina était représenté par une délégation comprenant une représentante du GTENF (Au centre gauche, Mme Alimata KORAHIRE) (coll. A-K-B)

afin d'améliorer la production du rapport final prévu en Décembre 2014. Afin d'apporter une meilleure orientation à certains participants soucieux d'obtenir une évaluation des programmes d'alphabétisation, la représentante du GTENF, qui est en même temps membre de l'équipe du Burkina, a rappelé que le GTENF/ADEA mène une étude dans le cadre du Pôle de Qualité Inter Pays visant à mettre en place une grille d'évaluation des programmes dans les 14 pays membres de ce pôle.

La rencontre a aussi été l'occasion pour la représentante de l'UNESCO BREDA d'annoncer la RAMAA 2 qui pourra prendre en compte d'autres aspects ayant échappé à la présente RAMAA et d'apporter des solutions aux problèmes auxquels font face les bénéficiaires et les acteurs de l'offre de programmes d'alphabétisation.

Aux termes des discussions sur les résultats présentés, des attestations de participation ont été remises au personnel de collecte des données, en reconnaissance de leur engagement et de la qualité du travail fourni.

La représentante du GTENF remettant une attestation de reconnaissance à un contrôleur (coll. A-K-B)

L'Education en marche au Burkina Faso: rencontre du cadre partenarial

Le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) du Burkina Faso, les partenaires techniques et financiers intervenants en éducation, la société civile et les partenaires sociaux se sont retrouvés le 10 octobre 2014 dans le cadre des réunions périodiques du «cadre partenarial». Cette réunion avait pour objectif de faire le bilan de la mise en œuvre des recommandations du Programme Décennal du Secteur de l'Education de Base (PDSEB) dont la mise en œuvre est suivie par 5 groupes thématiques: Qualité, Accès, Pilotage, Gestion financière et ENF.

Des points importants ont été discutés y compris la réforme curriculaire engagée en mars 2013, les mesures pour inscrire au secondaire les admis en 2014, au Certificat d'Etudes Primaire Elémentaire (C.E.P.E), la mise en œuvre de la réforme au post-primaire, le plan stratégique de renforcement des capacités, l'évolution de l'étude du RESEN (Rapport d'Etape du Système Educatif National) et les préparatifs du conseil d'administration du PME. A l'issue des débats les prochaines étapes ont été identifiées.

On retient de cette rencontre que l'essentiel de initiatives de cette réforme se focalisent sur la mise en œuvre de la vision holistique telle que recommandée par la Triennale de l'ADEA tenue à Ouagadougou en 2012. Cela justifie l'accélération à tous les niveaux, des réformes dans le non formel comme dans le formel et le souci de les articuler en recherchant les meilleures passerelles. La réforme curriculaire vise à contextualiser les programmes d'enseignement et à les adapter à tous les groupes, notamment ceux qui sont défavorisés.

Gageons que cette dynamique se poursuivra avec la motivation et l'enthousiasme que les acteurs présentent actuellement.

L'APENF, institution hôte du GTENF, lauréate 2014 du Prix Confucius de l'UNESCO

L'Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle (APENF) est l'un des heureux lauréats 2014 du prestigieux Prix UNESCO-Confucius d'alphabétisation. L'Association doit ce prix à sa solide implication dans les initiatives d'éducation non formelle au Burkina Faso et en Afrique, en général.

Son programme, qui concerne «*L'habilitation et la capacitation des femmes vivant dans l'extrême pauvreté au Burkina Faso*», a particulièrement retenu l'attention. Celui-ci combine avec succès l'alphabétisation traditionnelle, l'apprentissage des TIC et la formation professionnelle. Basé sur une approche centrée sur l'apprenant, il identifie les besoins d'apprentissage suivant un processus participatif par lequel les membres de la communauté partagent leurs préoccupations et priorisent les actions dans leur formation. Les cours sont dispensés à différents moments de la journée, dans cinq langues locales et couvrent des thèmes aussi variés que la lutte contre le paludisme, l'hygiène et l'assainissement, l'entretien des champs de haricots et la gestion des microcrédits. Ces mesures expliquent le succès enregistré par le programme, qui lui a valu d'être primé par l'UNESCO.

L'Association pour la promotion de l'éducation non-formelle (APENF) est l'institution hôte du Groupe de travail de l'ADEA sur l'éducation non-formelle (GTENF). Créé en 1997 sur recommandation de l'ADEA, il sert de Forum National pour favoriser le dialogue entre les ministères de l'éducation du pays, les organisations de la société civile et l'ensemble des partenaires actifs dans les secteurs de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle.

L'assemblée délibérant pour l'octroi des prix[1] (coll. IB-L)

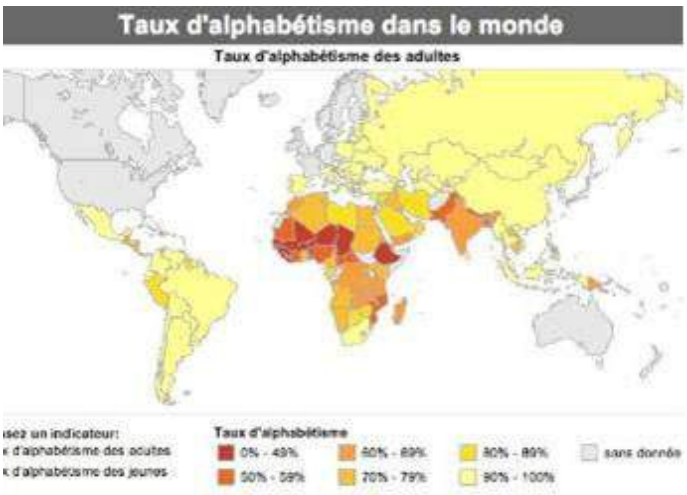
1 *Source URL: http://www.adeanet.org/portalv2/fr/news/lapenf-institution-hote-du-gtenf-laureate-2014-du-prix-confucius-de-lunesco*

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

Journée mondiale de l'alphabétisation, une occasion de dresser le bilan de l'analphabétisme dans le monde en 2014

L'année 2014, comme les années antérieures, reste marquée par un maintien de l'analphabétisme dans plusieurs pays. Il est même constaté des cas où il y a un retour à l'analphabétisme. Au résultat, plus de 775 millions d'adultes demeurent encore analphabètes.

Les régions du Sud et de l'Ouest de l'Asie ainsi que l'Afrique subsaharienne sont les régions les plus touchées.



Source : UNESCO

«*Si ces tendances se confirment, 743 millions d'adultes dans ces régions, auxquels s'ajoutent 98 millions de jeunes, ne disposeront pas des compétences de base en matière d'alphabétisation d'ici 2015*», explique l'UNESCO dans un communiqué.

Ce déficit est également accentué par une insuffisance de compétences de vie et professionnelle ne permettant pas d'éduquer convenablement les enfants et d'améliorer la qualité de leur vie. Malheureusement les acquis des campagnes d'alphabétisation sont difficilement maintenus dans un environnement très peu propice aux nouveaux alphabétisés. L'alphabétisation recherche donc toujours ses marques dans un contexte où l'on ne peut faire fi du capital humain. Ces conséquences sont le reflet d'une pauvreté exacerbée par des inégalités causant ainsi une fracture au niveau de la structure de la société. C'est dans ce contexte que sera commémorée en 2014, la journée mondiale de l'alphabétisation.

Cette commémoration est une occasion pour tous les acteurs de l'éducation et de la formation, de rappeler que l'alphabétisation est la base du développement. Une population analphabète est fragilisée par rapport à des questions aussi essentielles que la santé, la préservation de l'environnement et du cadre de vie, la préservation des ressources naturelles, et d'autres.

L'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA), à travers le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), s'inscrit en droite ligne dans cette lutte contre l'analphabétisme. Pour ce faire, il s'efforce de mutualiser les bonnes pratiques en matière d'alphabétisation en Afrique et de soutenir les systèmes éducatifs africains en développant des approches novatrices, des outils, en servant de plateforme d'échanges pour permettre aux différents experts de réfléchir sur des enjeux et des problématiques majeurs des systèmes d'éducation et de formation.

L'alphabétisation doit être renforcée et prise au sérieux par les décideurs politiques pour en faire une priorité dans les politiques éducatives.

L'ambassadeur du Canada au Burkina Faso reçoit des représentants du peuple Burkinabè un certificat de reconnaissance pour son action inlassable en faveur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle (coll. IB-L)

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

L'APENF du Burkina Faso convoque son Assemblée Générale à Ouagadougou

Fidèle aux dispositions de ses textes statutaires, l'APENF a tenu les 14 et 15 novembre 2014 dans la salle de conférence du Centre National Cardinal Paul ZOUNGRANA à Ouagadougou, une Assemblée Générale (AG) ordinaire. Au regard de l'importance de cette instance pour la vie de l'Association, de nombreux militant-e-s ont fait le déplacement à l'appel du Conseil d'Administration, traduisant ainsi leur adhésion aux objectifs que poursuit l'Association.

Ouverture de l'Assemblée Générale de l'APENF par Mr le Secrétaires général du MENA (coll. IB-L)

Plus de 400 personnes ont répondu à l'appel dont les membres des 13 coordinations correspondant aux 13 régions du Burkina Faso, les partenaires techniques et financiers, des associations sœurs et des institutions continentales comme le GTENF. La cérémonie a été présidée par le Secrétaire Général du MENA, représentant Madame le Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation.

Les participants se sont penchés sur la vie de l'Association et le bilan des activités menées au cours des deux années par le Secrétariat Exécutif et les coordinations. Ils se sont focalisés sur quatre points, à savoir: la mobilisation des ressources financières, la visibilité de l'Association, sa crédibilité et sa gouvernance. Des débats ont également eu lieu sur des études commanditées portant sur la stratégie de communication de l'APENF, le plan de plaidoyer et le statut d'utilité publique auquel la structure compte accéder.

On peut retenir que malgré le défi que constitue la mobilisation de ressources suffisantes, l'APENF se professionnalise de mieux en mieux et répond à sa mission qui est celle d'œuvrer pour la promotion et le passage à l'échelle des innovations éducatives, mais aussi de faire le plaidoyer pour une reconnaissance et un financement conséquent du Non Formel.

Pour conclure, l'Assemblée a validé les rapports et pris des décisions majeures dont celle du changement de statut de l'organisation. Des recommandations fortes ont été émises, en particulier: l'institutionnalisation d'une journée dans chaque coordination, la promotion de l'utilisation des TIC au niveau des coordinations régionales en vue d'améliorer la communication, la restitution de l'étude sur le plaidoyer auprès des autorités du MENA, des collectivités territoriales, des acteurs du terrain et des PTF. Par ailleurs, il a été retenu de lancer officiellement la plateforme de plaidoyer à Ouagadougou avec l'implication des ministres de tutelle.

L'Assemblée a également instruit le Secrétariat Exécutif de mettre le GTENF à contribution afin de solutionner le problème des écarts importants entre les données statistiques relatives aux innovations des opérateurs et celles de la coordination.

Vue de la salle lors de l'Assemblée Générale de l'APENF à Ouagadougou (coll. IB-L)

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

L'effectivité du Droit à l'éducation au Burkina Faso

En 2014, l'APENF a entamé une nouvelle enquête sur l'état des lieux de l'effectivité du droit à l'éducation dans deux communes de la province du Sanmatenga. C'est dans ce cadre qu'elle a organisé un atelier les 27 et 28 novembre 2014 à Kaya dans la région du Centre Nord du Burkina Faso pour présenter les résultats.

Appuyé par l'IIEDH et la Chaire de L'UNESCO de Bergamo, l'étude avait comme finalité de construire un outil intégré d'évaluation des stratégies d'éducation au niveau local impliquant une pluralité d'acteurs.

Les objectifs principaux de l'atelier étaient de 1) mesurer l'effectivité du droit à l'éducation au niveau communal et cerner les obstacles et les bonnes pratiques; 2) Assurer la pérennité en favorisant l'appropriation par les acteurs de cette nouvelle démarche de planification locale.

L'étude a essayé de répondre à deux questions centrales à savoir comment les acteurs locaux prennent en charge les questions d'éducation et vers quels indicateurs et quelles cartographies doit-on aller pour une prise en compte effective des droits à l'éducation.

Ces questions ont été analysées sous 3 angles: enseignement primaire, post primaire et éducation non formelle en se focalisant sur les quatre capacités: acceptabilité, adaptabilité, accessibilité et dotation adéquate. Un certain nombre d'indicateurs a été retenu pour renseigner chaque capacité.

L'analyse des différents indicateurs montre que beaucoup d'efforts restent à fournir pour que l'effectivité du droit à l'éducation soit une réalité tangible dans les communes de Barsalogho et de Kaya, que ce soit au niveau du formel ou du non formel. Les acteurs présents (représentants du Ministère de l'Education nationale, de la région du centre nord du Burkina, les services déconcentrés de l'éducation dans la région, les enseignants, la commission nationale pour l'UNESCO) ont félicité l'APENF pour leur avoir permis de toucher du doigt les problèmes prioritaires qui minent l'éducation au niveau du Centre Nord et souhaité que cette expérience soit étendue à d'autres zones.

Concertations nationales sur l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans les pays de l'UEMOA

La plupart des pays membres de l'UEMOA ont organisé de nombreuses rencontres nationales en vue de réfléchir et bâtir des stratégies et plans d'actions à même de garantir un avenir radieux au développement de l'enseignement supérieur, devenu avec l'avènement de l'économie du savoir, un impératif de développement.

Malheureusement ces rencontres n'ont pas permis de provoquer les changements majeurs voulus dans un contexte de renouvellement constant des défis à relever.

Les concertations nationales tenues dans les pays de l'UEMOA, interviennent dans un contexte particulier marqué par la nécessité d'établir le bilan des diagnostics de l'enseignement supérieur et de la recherche réalisés depuis près d'une décennie et le besoin d'en partager au niveau communautaire les leçons apprises. Loin d'avoir été des concertations de plus, celles-ci ont été particulièrement participatives, ayant impliqué toutes les composantes de la société dans une démarche d'écoute.

La plupart des assises ont été préparées par des commissions nationales qui ont organisé des rencontres avec différentes composantes de la société, y compris la société civile. Ces rencontres ont été l'occasion de poser des diagnostics, de les partager et d'en dégager des plans d'action.

En vue de réaliser la synthèse de ces assises nationales, essentielles à tout engagement régional à venir, la Commission de l'UEMOA et la BAD ont décidé, de commun accord avec les Etats membres, de tenir une concertation régionale, synthèse des assises nationales.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 25 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Une alternative pour une prise en charge des besoins éducatifs des exclus du formel au Sénégal: le «*Programme de Renforcement des Capacités des jeunes exclus*» piloté par CNRE.

Plusieurs études ont établi que l'analphabétisme constitue l'une des causes majeures de la pauvreté. Malheureusement, en dépit des efforts importants en matière d'accès à une offre éducative, une frange importante de la population sénégalaise est encore analphabète.

En effet, 54% de la population ne sait ni lire, ni écrire dans une langue et près de deux ménages ou individus sur onze cumulent toutes les formes de pauvreté, monétaire et de patrimoine[1]. Dans cette population, la majorité est constituée de femmes et de jeunes.

Ces jeunes généralement âgés de 15 ans et plus se retrouvent dans des ateliers d'apprentissage d'un métier.

C'est pourquoi, à travers ses missions de soutien au sous-secteur de l'alphabétisation, le Centre National de Ressources Educationnelles (CNRE) a initié à partir de 2013, un projet de Renforcement des capacités des jeunes et des adolescents à travers un partenariat dynamique avec l'ambassade des Etats – Unis qui lui a permis de mobiliser près de 220 000 dollars US dont 60 000 dollars sur fonds propres.

L'Objectif général de ce projet de renforcement des capacités est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des jeunes exclus des zones cibles par le biais de centres d'alphabétisation articulés à des activités d'insertion économique.

Par ce programme, l'Etat du Sénégal en rapport avec ses partenaires ambitionne de réaliser les objectifs 1 «*Réduire l'extrême pauvreté et la faim*» et 2 «*Assurer l'Education primaire pour tous*» du millénaire pour le développement et l'objectif 4 de l'Éducation pour tous (EPT) «*Améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente*».

Tailleurs de Koungheul (coll. IB-L)

Sur les deux années, 363 jeunes exclus du système formel ont bénéficié de ce projet. Il s'agit principalement des sortants des écoles communautaires de base âgés de 9 à 14 ans et qui en général sont des exclus du système formel n'ayant jamais bénéficié d'une offre ducative. Ils sont pris en charge dans un cycle de formation de quatre années qui leur offre la possibilité soit d'intégrer le système formel après une évaluation des acquis, soit de s'insérer dans la vie active après l'apprentissage d'un métier.

1 Étude sur «*le noyau dur de la pauvreté au Sénégal*», Oumar Diop Diagne, Ousmane Faye et Salimata Faye, cahier de recherches: Novembre 2005

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

Le projet s'est ouvert aussi à d'autres exclus du système totalement ou partiellement analphabète. Ce sont des jeunes qui n'ont jamais suivi une offre d'éducation mais qui sont en apprentissage d'un métier dans des ateliers traditionnels ou laissés à eux-mêmes.

Ce sont des jeunes en situation de vulnérabilité âgés de 18 à 25 ans. Parmi eux, on distingue principalement:

•De jeunes artisans analphabètes en apprentissages dans les ateliers traditionnels;

•De jeunes handicapé(e)s exclu(e)s du système éducatif formel et en situation de précarité;

•De jeunes non scolarisés ou déscolarisés candidats à l'émigration clandestine;

•De jeunes en conflit avec la loi et en situation de détention dans des Maisons d'Arrêt et de Correction ou dans des Centres de redressement.

C'est un projet qui a couvert différentes régions du Sénégal notamment les quartiers à fortes concentration humaine comme la Médina, la grande banlieue de Dakar et les zones rurales défavorisées de Koungheul, de Fatick, de Kaolack, et de Kolda.

Il a ciblé plusieurs corps de métiers sur la base des besoins exprimés par les bénéficiaires dont: la menuiserie bois, la mécanique auto, la couture, la coiffure, la menuiserie métallique, l'aviculture, le maraîchage, la mécanique rurale, la transformation de produits agricoles, la pisciculture, l'électricité bâtiment, la maçonnerie, l'électricité, le carrelage et la mécanique auto.

La stratégie adoptée par le projet

Afin d'assurer une meilleure prise en charge de ces jeunes bénéficiaires, le projet a adopté une démarche inclusive faisant intervenir divers acteurs:

-institutionnels (Ministère de l'éducation nationale/ Secrétariat d'Etat, Ministère de la justice, Ministère de la formation professionnelle, de l'emploi ….),

-professionnels des métiers (corporations, maitres artisans, structures de formation technique…),

-locaux.

Dans le processus de mise en œuvre, la spécificité de l'option du projet a consisté:

Menuisiers de Koungheul (coll. IB-L)

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 50 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

En matière de formation

-A développer une offre d'alphabétisation adaptée aux besoins techniques et communicationnels des bénéficiaires;

-A renforcer des compétences techniques et professionnelles des cibles en fonction des besoins de développement local et des dispositions des apprenants;

-A mettre en œuvre une formation en gestion dans le but d'outiller les jeunes en techniques de management de leurs activités de production.

Au plan organisationnel

-A utiliser des ressources techniques locales dans l'offre de formation. Les bénéficiaires sont soit confiés à des maîtres artisans par rapport à leurs besoin de formation, soit ils sont accompagnés par les agents des services techniques locaux ou des structures de formation professionnelle et technique en place dans la zone;

-A mettre en œuvre la stratégie du faire-faire par une contractualisation avec des prestataires de services locaux dont la charge principale est de servir de relais au centre national mais ils sont suivis et accompagner par les services académiques tels que les inspections de l'éducation et de la formation.

En termes d'insertion

-A organiser les jeunes en groupement d'intérêts économiques selon les filières de productions et la proximité géographique;

-A les doter en équipements et à mettre en place des ateliers de productions.

Au plan du suivi

-A assurer un suivi régulier après installation pour accompagner la pérennisation des ateliers; le comité de gestion assure la bonne marche des activités des différents centres et leur fonctionnement. Au niveau externe, les prestataires assurent un suivi périodique en faisant des descentes sur le terrain avec des fiches de suivi des comptes de même que des entretiens avec les bénéficiaires et la communauté.

Le CNRE et les organisations partenaires tiennent une coordination périodique. De même, l'ambassade, en rapport avec le CNRE a effectué une visite de terrain pour se rendre compte de l'état d'avancement du projet.

-A stabiliser un modèle d'insertion coût– efficace qui a fini de montrer qu'il est possible de faire beaucoup de réalisations avec peu de moyens

-A capitaliser les bonnes pratiques pour aboutir à une modélisation transférable

En articulant une offre de formation fondée sur le développement de compétences en littératie à une capacitation technique, le Centre National de Ressources Educationnelles (CNRE) a mis en œuvre un modèle éprouvé, articulant besoin de formation et besoin de réalisation individuelle.

A l'évaluation, il est apparu que la viabilité du projet est clairement établie. Cependant un accent particulier doit être mis dans la dimension mobilisation des communautés autour des jeunes afin qu'ils puissent bénéficier d'un accompagnement des collectivités locales pour gagner des parts de marchés.

Offre de formation et capacitation technique, le CNRE sénégalais a mis en œuvre un modèle éprouvé qui peut servir ailleurs sur le continent (coll. IB-L)

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

Alphabétisation, la voie royale pour le développement au Mali

A l'occasion de la commémoration de la Journée Internationale de l'Alphabétisation le 8 septembre 2014, s'est tenue à Bamako, Mali, une cérémonie réunissant responsables politiques, ONG et associations de la société civile autour du thème national «alphabétisation, un passage incontournable pour une paix durable».

Organisée sous la présidence de la Première Dame du Mali, Mme Keïta Aminata Maïga, en présence du Ministre de l'Education Nationale, la cérémonie avait notamment pour objectif de réaffirmer l'engagement du gouvernement malien envers l'alphabétisation, l'éducation non formelle et la valorisation des langues nationales pour une paix et un développement socio-économique durable.

Un thème crucial à l'essor des communautés

«Si le thème retenu cette année, au plan international, est: alphabétisation et développement durable, c'est justement pour rappeler à la communauté internationale, que l'alphabétisation est l'un des principaux éléments nécessaires pour promouvoir le développement durable, car elle donne aux individus les moyens de prendre les bonnes décisions dans le domaine de la croissance économique, du développement social et de l'intégration environnementale», a déclaré M. Lazare Eloundou, Représentant du Bureau de l'UNESCO à Bamako, en référence au message de la Directrice Générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova.

L'alphabétisation, programme phare du gouvernement malien

«Notre pays est depuis quelques années, confronté à des troubles socio-économiques et sécuritaires qui constituent une préoccupation majeure pour tous les maliens. Leur résolution passe forcément par l'éducation en général et l'alphabétisation en particulier car il existe environ 68% d'analphabètes au Mali, pour lesquels tous les grands projets de société sont très souvent conçus, discutés et adoptés», a quant à elle rajouté Mme Togola Jacqueline Nana, Ministre de l'Education Nationale du Mali.

Malgré les avancées réalisées dans le domaine, le Mali est encore, selon les chiffres de l'UNESCO, l'un des pays où le taux d'alphabétisation des adultes reste inférieur à 50%. C'est pour cette raison que le gouvernement malien a conçu, en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers, un solide programme d'alphabétisation et de promotion des langues nationales, qui sera donc placé au cœur des initiatives de développement pour les années à venir. La cérémonie a également été marquée par la distribution de plusieurs prix aux lauréats du Concours en Langues Nationales ainsi que par la remise du CIWARA à la Coopération Suisse pour leur œuvre dans le domaine de l'éducation non formelle.

©Le Ministre de l'éducation nationale, Son excellence Boukary Konaté lors de la commémoration

En outre, la célébration de cette journée sera suivie de la tenue d'animations culturelles et artistiques à l'échelle nationale, tels que sketchs, débats thématiques, messages radio et émissions télévisées. Ces activités prendront fin le 14 septembre à Ourikila, dans la région de Sikasso.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 50 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

L'UNESCO et la Direction Régionale de «ONU-Femmes» apprécient les performances des femmes

Dans l'esprit du Delivering as One promu par les Nations Unies, la Directrice Régionale d'ONUFEMMES Mme Joséphine Odéra et la Directrice de l'UNESCO Dakar Mme Ann Thérèse Ndong-JATTA ont rendu visite le samedi 05 juillet 2014 à certaines femmes bénéficiaires du projet d'alphabétisation des Jeunes Filles et Femmes au Sénégal PAJEF dans la banlieue de Dakar et au Lac Rose.

C'est au domicile de la jeune fille Kéwé Ndiaye qu'a débuté la tournée. Le choix de Kéwé n'est pas le fruit du hasard, cette jeune fille est l'une des «ambassadrices» du PAJEF ayant participé au lancement du projet à Paris en présence de la Directrice Générale de l'UNESCO et de la Directrice d'ONUFEMMES d'une part et d'autre part elle a réussi avec succès sa formation.

En plus de savoir lire et écrire dans sa langue maternelle, elle a un projet d'ouvrir un atelier de couture pour faire bénéficier d'autres jeunes filles de son entourage vivant les mêmes difficultés qu'elle a connues (analphabétisme, manque de formation professionnelle, difficultés économiques) de ses compétences acquises durant sa formation. Une initiative qui agréée l'UNESCO, principale initiatrice du PAJEF au Sénégal.

• Cette visite a été l'occasion pour la jeune Kéwé de partager aux responsables ses ambitions et de solliciter l'appui de l'UNESCO et de l'ONUFEMMES pour réaliser son projet.

Très satisfaites de la performance de la jeune fille, la Directrice de l'UNESCO et celle d'ONUFEMMES l'ont encouragée dans sa démarche, ont pris acte et ont promis d'examiner son projet et de la soutenir.

Après cette visite, les Directrices se sont rendues au centre d'alphabétisation de la localité de Niague. Comme chez la jeune Kéwé, ici le projet a connu un succès éclatant. Les 33 femmes

© UNESCO visite conjointe dans les centres d'alphabetisation de la banlieue de dakar

bénéficiaires du projet PAJEF ont fait une démonstration de ce qu'elles ont appris durant leur formation. Chacune d'elle a montré avec fierté ce qu'elle est devenue maintenant.

Des compétences aussi basiques que faire usage d'un téléphone portable, faire usage de la lecture pour identifier le numéro d'un bus et sa destination, tenir la comptabilité d'un petit commerce, naviguer dans un ordinateur sont aujourd'hui maitrisés par ces femmes. L'émotion était grande chez les deux Directrices qui ont tour à tour exprimé leur fierté et leurs encouragements.

Cette initiative est saluée par la Directrice régionale de l'ONUFEMMES. Contente de l'engagement de ces femmes et leur courage, elle les a félicitées et espère que d'autres femmes suivront l'exemple. Pour elle l'autonomisation des femmes est très importante, car on assure un meilleur avenir pour la famille et le pays tout en participant au développement socio-économique du pays. Elle s'est montrée disponible pour trouver les voies et moyens de soutenir l'UNESCO pour que le projet soit pérenne.

Mme Ann Thérèse NDONG-JATTA se dit fière de voir le projet donner les résultats escomptés. «*Éduquer les filles et les femmes est primordiale mais les accompagner à devenir leaders et autonomes est nécessaire*». Raison pour laquelle elle appelle à tous les partenaires nationaux et internationaux à accompagner l'UNESCO dans une telle démarche.

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

La technologie accroit l'intérêt des femmes analphabètes dans l'apprentissage

L'expérience de l'UNESCO au Sénégal démontre que les téléphones mobiles, les ordinateurs, l'Internet et la télévision rendent les cours d'alphabétisation beaucoup plus attrayants pour les femmes non alphabétisées.

«*Nous avons vu que la technologie accroît l'intérêt des femmes non alphabétisées dans l'apprentissage de nouvelles compétences qui leur permettent de bâtir la confiance en soi parce qu'elles ont maintenant la capacité de lire, d'écrire leurs propres messages et d'utiliser le clavier pour corriger leurs propres phrases*» a expliqué Mme Ann Thérèse Ndong-Jatta, Directrice du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar.

«*Actuellement, nous disposons de cours d'alphabétisation qui permettent aux femmes de faire une transition vers l'utilisation de téléphones mobiles et d'ordinateurs dans l'apprentissage: c'est devenu une attraction qui polarise beaucoup d'intérêt*» ajoute-elle.

Grâce à un partenariat avec les structures gouvernementales, les ONGs et les Communautés, L'UNESCO Dakar déroule depuis 2011 le projet PAJEF actuellement en cours d'exécution. Pour certaines, les cours sont réels mais pour la majorité, ils sont virtuels et se font en ligne ou à travers des CD, des messages par téléphone mobile et des émissions télévisées.

Cela permet aux femmes d'améliorer non seulement leurs compétences en alphabétisation et en technologies de l'information, mais aussi en formation professionnelle et compétences pour la vie, qui est une partie intégrante du package de l'alphabétisation. Un soutien financier qui sera utilisé pour le développement d'activités génératrices de revenus est également remis à chaque classe (généralement 30 apprenants).

Un sentiment de liberté

Mais pourquoi, la technologie est-elle si importante dans l'engagement des femmes? La réponse donnée par les apprenants du PAJEF

©UNESCO/Always. Les nouvelles technologies sont devenues un outil indispensable dans les universités africaines

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 50 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

est la suivante: «*la technologie leur confère un sentiment de liberté*».

La plupart des femmes n'ont plus besoin d'aide pour rédiger des messages texte, composer des numéros sur leurs téléphones portables. Les messages en ligne, ainsi que les cours d'alphabétisation télévisés leur permettent d'accéder aux cours et d'apprendre quand elles veulent.

«*Avant, j'étais inquiète à propos de tout quand j'étais à l'extérieur et je passais mon temps à me poser des questions. Maintenant, je peux écrire des choses sans avoir besoin d'ai*de» s'est exprimée Marima Dafe, qui suit des cours d'alphabétisation à la télévision. «*Je prends mon bloc-notes et un stylo, je suis la leçon à la télévision, après, je peux retourner à mes tâches ménagères.*»

Le projet de PAJEF comprend plusieurs façons novatrices d'utiliser la technologie dans les programmes d'alphabétisation :

• ***Classe numérisée***

Deux cent salles de classe sont équipées d'un kit numérique ou «Kit Sankoré», composé d'un ordinateur portable, d'un projecteur interactif, d'un stylet infrarouge qui est utilisé pour écrire sur un tableau numérique. Le kit inclut un logiciel adapté et conçu pour encourager la participation et une plus grande mémorisation des connaissances favorisant ainsi une méthode d'apprentissage plus active que passive.

• ***L'utilisation des téléphones mobiles et la télévision dans la salle de classe***

Le partenariat avec la RTS, (Télévision nationale du Sénégal) constitue également un élément déterminant dans la salle de classe, il s'appuie sur différents articles et programmes éducatifs utilisés pendant les cours. Ceci constitue une garantie que les femmes améliorent non seulement leurs compétences de base en lecture, mais apprennent aussi sur la nutrition, la santé, l'environnement et d'autres questions importantes dans le programme d'alphabétisation des femmes PAJEF.

• ***Cours en ligne***

Des cours d'apprentissage en ligne ont été produits en utilisant une approche appelée «alpha-Omedia». Elle permet aux utilisateurs d'apprendre en français et dans plusieurs langues locales selon leur propre rythme. Elle peut également suivre leur progression et choisir leurs cours. Elle est également disponible pour les téléphones mobiles et peut être installée sur les téléphones mobiles des utilisateurs. Elle est également conçue pour une utilisation hors ligne.

• ***L'alphabétisation par le biais d'émissions de télévision***

Un cours d'alphabétisation de 10 minutes est diffusé du lundi au vendredi dans le cadre d'une émission populaire pour les femmes à la télévision. Le programme est appelé «DiegakKeureum» (La femme au foyer). Elle est diffusée pendant la journée à la télévision nationale. «La séquence alphabétisation» comprend une introduction, une section pédagogique avec une leçon d'alphabétisation ou d'aptitude au calcul, et un mini-reportage sur la mise en pratique de la leçon dans la vie quotidienne. Ces séquences sont diffusées dans la langue locale Wolof. Un autre programme de télévision, également diffusé en wolof, est «Jang du Wess» (il n'est jamais trop tard pour apprendre).

• ***Un modèle pour les autres pays***

PAJEF est maintenant considérée comme une stratégie pour accélérer l'alphabétisation nationale, tout en réalisant des économies d'échelle. Suite aux résultats encourageants obtenus au Sénégal, l'UNESCO a annoncé l'extension du projet au Kenya et au Nigeria, avec le dernier lancement d'un projet d'alphabétisation similaire en mars 2014. La Gambie a également manifesté son intérêt pour la reproduction du projet et encore plus de pays, y compris le Pakistan et la Namibie, sont intéressés à en apprendre davantage.

Le projet d'alphabétisation est un partenariat entre le gouvernement du Sénégal, l'UNESCO et l'entreprise multinationale du secteur privé Procter & Gamble.

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

L'UNESCO soutient l'alphabétisation des filles et des femmes au Sénégal

L'UNESCO Dakar coordonne un projet d'alphabétisation de 40.000 jeunes filles et femmes de 15 à 55 ans au Sénégal intitulé PAJEF. Le Sénégal est un des dix pays en Afrique où plus de la moitié (58%) des adultes sont analphabètes. La majorité de ces analphabètes sont des femmes.

Le projet a été lancé en janvier 2012 pour une durée de 24 mois. Il offre des programmes d'alphabétisation de qualité grâce à l'utilisation de l'Internet, du téléphone portable et de CD/DVD dans les langues nationales et en français. En 2012, 260 classes ont été ouvertes dans le cadre du programme pour atteindre environ 4.000 femmes analphabètes.

PAJEF concerne tous les apprenants des centres d'alphabétisation existants et de nouvelles créations spécifiques au projet dans les sept régions les plus touchés par l'analphabétisme (Diourbel, Fatick, Kédougou, Matam, Saint-Louis, Dakar et Tambacounda).

Résultats obtenus en 2012

•Au niveau de l'accès, 3998 filles et femmes ont été enrôlées dans le programme; 193 classes physiques ont été ouvertes; 2300 filles et femmes ont été recrutées et bénéficient actuellement de programme de formation en ligne grâce à une application développée avec la Coalition des Opérateurs en Alphabétisation.

•Avec le Collectif National pour l'Education Alternative, 900 jeunes filles et femmes ont été enrôlées dans les programmes et 54% sont prévues pour le passage dans l'éducation formelle.

•Un soutien scolaire de près de 1000 jeunes filles des écoles primaires ayant des difficultés d'apprentissage pour leur éviter le décrochage scolaire.

• Des programmes sont disponibles sur CD, à la télévision, sur le web et en application pour mobile.

• 110 enseignants ont été formés pour tenir les classes du PAJEF et 23 responsables régionaux de l'alphabétisation ont reçu une formation en suivi, évaluation et gestion; 66 accompagnateurs ainsi que 45 facilitateurs, 40 relais et 4 superviseurs ont été formés pour apporter du soutien scolaire à 794 jeunes filles en risque de décrochage scolaire.

• 96% de jeunes filles du programme ont réussi aux examens ou sont passées en classe supérieure tandis que 4% ont redoublé de classe. Sur les 93 inscrites, 84,1% ont obtenu leur diplôme (BFEM) en 2012.

Apprenantes du PAJEF à Pikine, une banlieue pauvre de Dakar ©UNESCO/ Anne Müller

Un partenariat public / privé

Le montant du projet est de 750,000 dollars US octroyés par l'UNESCO et la multinationale Procter & Gamble Always à la République du Sénégal.

Au niveau de la gestion, la Direction Nationale de l'Alphabétisation (DALN) et le Centre National de Ressources Educationnelles (CNRE) ont pu tester leurs capacités à gérer efficacement les ressources du secteur. Des collectivités locales ont été mobilisées et ont apporté un appui conséquent au projet (dotation de matériels, rallonge du paiement des salaires, achat d'équipement informatique…). Le PAJEF est aujourd'hui en phase de modélisation pour adoption comme stratégie d'accélération de l'atteinte des objectifs nationaux d'alphabétisation permettant aussi de réaliser des économies d'échelle.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 50 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

Des projets en Afrique du Sud, en Algérie, au Burkina Faso, en Equateur et en Espagne lauréats du Prix d'alphabétisation de l'UNESCO

La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a annoncé les lauréats des Prix internationaux d'alphabétisation de l'UNESCO qui avaient pour thèmes cette année l'alphabétisation et le développement durable. C'est un jury international qui s'est réuni au siège de l'UNESCO en juillet qui a formulé les recommandations.

Chaque lauréat recevra 20 000 dollars, une médaille et un diplôme au cours d'une cérémonie qui se tiendra à Dacca (Bangladesh) à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre.

L'UNESCO décerne chaque année cinq prix d'alphabétisation: trois Prix UNESCO-Confucius d'alphabétisation, un Prix créé en 2005 avec le soutien du gouvernement de la République populaire de Chine et deux prix d'alphabétisation UNESCO-Roi Sejong, un Prix créé en 1989 avec le soutien du gouvernement de la République de Corée.

Les lauréats 2014 du Prix d'alphabétisation UNESCO-Roi Sejong sont:

• Le Ministère de l'éducation de l'Equateur, pour son projet d'éducation de base des jeunes et des adultes qui a bénéficié à près de 325 000 personnes depuis 2011. Le programme n'enseigne pas seulement l'écriture et la lecture mais aborde également la citoyenneté, la santé et la nutrition. L'enseignement aux populations autochtones est dispensé dans leur langue maternelle et selon une perspective qui prend en compte leur vision du monde.

• L'Association pour la promotion de l'éducation non formelle du Burkina Faso est distinguée pour son programme sur la «Autonomisation des femmes vivant dans une pauvreté extrême au Burkina Faso», qui vise à améliorer les conditions de vie des femmes grâce à des cours d'alphabétisation et des formations relatives à la santé et au développement économique durable

© DR -L'Institut Molteno pour le langage et l'alphabétisation (Afrique du Sud) et l'Institut international d'alphabétisation (Etats-Unis) sont récompensés pour l'Initiative «Bâtir des passerelles vers l'avenir», un programme innovant qui fait appel aux technologies de l'information et de la communication pour autonomiser les personnes de tous les âges vivant dans les zones rurales ou les zones urbaines défavorisées.

ainsi que par des dispositifs de micro crédit. Le programme, qui a touché 18 000 femmes dans ce pays multiculturel et multilingue depuis sa création en 1997, a permis des avancées dans la lutte contre la pauvreté, la déforestation et la pollution grâce à des activités menées dans cinq langues locales.

Les lauréats des Prix UNESCO-Confucius d'alphabétisation sont:

• L'Association algérienne d'alphabétisation IQRAA (qui signifie «lire» en arabe), est une organisation non-gouvernementale fondée en 1990 pour son programme sur «*l'Alphabétisation, la formation et l'intégration des femmes*». Les programmes de l'IQRAA reposent sur une approche holistique et innovante qui vise à intégrer les femmes en situation d'extrême pauvreté vivant dans des zones isolées. Des cours d'alphabétisation et des formations ayant pour but de développer des compétences génératrices de revenus leur sont proposés. Le programme, qui a bénéficié à plus de 17 000 personnes jusqu'ici, propose aussi un conseil juridique aux anciens bénéficiaires pour les aider à gérer leurs nouvelles activités économiques.

• L'école pour l'enseignement tout au long de la vie pour le développement communautaire de Poligno Sur (Espagne) est récompensée

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

Des enfants studieux malgré des classes bondées, preuve que le futur de l'Afrique est pris au sérieux malgré les défis persistants (coll. IB-L)

pour son programme «*La mise en réseau comme projet éducatif*» qui s'adresse à une population issue d'horizons culturels variés constituée de citoyens espagnols, de migrants d'Afrique du Nord et de membres de la communauté rom.

Le programme propose des cours d'alphabétisation, des formations professionnelles, des cours diplômants ainsi que des formations à la création d'entreprise. Il organise également des activités communautaires autour de la musique et du théâtre et fait de la sensibilisation aux problématiques culturelles et environnementales. Ce programme innovant, qui a réussi à inscrire l'alphabétisation dans le processus plus large du développement communautaire, démontre le pouvoir catalyseur et de transformation de l'alphabétisation.

• L'Institut Molteno pour le langage et l'alphabétisation (Afrique du Sud) et l'Institut international d'alphabétisation (Etats-Unis) sont récompensés pour l'Initiative Bâtir des passerelles vers l'avenir, un programme innovant qui fait appel aux technologies de l'information et de la communication pour autonomiser les personnes de tous les âges vivant dans les zones rurales ou les zones urbaines défavorisées. Il propose des cours d'alphabétisation interactifs aux jeunes et aux adultes en anglais et dans trois langues africaines. Le programme, initié en 2007, a bénéficié à 6000 jeunes et adultes dans les centres d'éducation de base et de formation pour adultes et à 30 000 enfants scolarisés.

Il aborde aussi le développement durable en fournissant des contenus d'apprentissage qui traitent de la santé, de l'environnement, du développement social et de l'éducation professionnelle. Ce programme est le fruit d'un partenariat Nord-Sud fructueux entre l'Institut international d'alphabétisation de l'Université de Pennsylvanie (Etats-Unis) et une organisation sud-africaine implantée dans plusieurs pays de la région.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 50 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

L'employabilité des jeunes – un défi majeur en Afrique de l'Ouest

Une présentation de l'ADEA aux ateliers régionaux (2014-2016) du Programme pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest (PDWA) de la Fondation Adenauer.

Par I. BAH-LALYA,

La question de l'employabilité des jeunes en Afrique subsaharienne présente un contraste saisissant entre potentialités et réalités. D'un côté, il y a d'immenses raisons d'espérer pour la jeunesse africaine car, au moment où des crises économiques majeures handicapent le reste du monde, l'Afrique est bénie de ses énormes ressources naturelles, de sa formidable diversité culturelle et d'une économie en pleine expansion.

Le continent contient actuellement, six des dix économies qui se développent le plus rapidement dans le monde. Et, au moment où le progrès du reste du monde est handicapé par le vieillissement de sa population, le continent africain possède plus de 200 millions de jeunes qui contribuent à ce boom économique et qui sont «*200 millions de potentialités*».

De l'autre côté, il y a le revers de la médaille. Ces potentialités ont, en effet, de la difficulté à porter fruit. Résultat: L'Afrique est le continent qui bat des records de Chômage de ses jeunes. Les statistiques montrent que c'est ici que le taux de chômage des jeunes double de celui des adultes.

L'ADEA a cherché à comprendre ce phénomène, à travers plusieurs travaux de recherche, à l'analyser, en identifier les goulots d'étranglement qui handicapent les jeunes et déterminer les défis auxquels nos pays font face pour résoudre l'épineux problème du sous-emploi et du chômage des jeunes.

L'économie de l'informel un secteur en boom en Afrique à encadrer (coll. IB-L).

C'est dans ce cadre qu'un Forum sur les jeunes a été organisé à Rabat en 2011 par l'ADEA afin d'écouter ceux qui sont concernés en premier lieu et comparer leur compréhension du phénomène avec celles des parties prenantes, en particulier les Etats, la Société Civile et les partenaires.

Le dialogue engagé par le Pôle de qualité inter-pays sur le Développement des Compétences Techniques et Professionnelles (PQIP-DCTP) entre les pouvoirs publics en charge de l'emploi et de la formation des jeunes de 28 pays, les organisations économiques et professionnelles et les acteurs de la société civile sont tant d'activités qui évoque cette problématique.

Cette conférence, qui a été riche en enseignements, a abouti à des propositions très constructives pour: (1) réformer les dispositifs et parcours de développement des compétences des jeunes afin de mieux les cibler sur les besoins réels du monde du travail, (2) orienter les jeunes vers des emplois existants et accessibles, (3) faciliter le passage des jeunes de la formation à l'emploi, (4) concevoir des mesures incitatives susceptibles d'inciter les entrepreneurs des économies formelle et informelle à embaucher des jeunes, (5) créer des emplois dans les métiers et secteurs d'activité considérés comme créateurs de richesse et de valeur ajoutée aux niveaux national, sous régional et régional et (6) concevoir des mesures de soutien efficaces à la création d'activités par les jeunes eux-mêmes.

La conférence a abouti à la proposition d'un plan d'action à dimension régionale dans le domaine de l'emploi des jeunes. Celui-ci insiste sur la nécessité de: (1) renforcer le continuum entre éducation et formation, (2) former pour des professions qui existent réellement ou qui sont en train d'émerger, (3) rendre la formation plus sensible aux besoins locaux du marché du travail, (4) renforcer la coopération inter-pays en matière de politique d'emploi des jeunes.

La prochaine étape consiste à rassembler les conditions de la mise en œuvre de ce Plan.

4. Publications

L'ensemble de ces travaux ont permis d'identifier les défis persistants ci-après:

Au rang des défis persistants

1. **L'exclusion des jeunes du processus de décision et de gouvernance à tous les niveaux**. Les jeunes interrogés ont formulé l'inquiétude de ne jamais être associés aux prises de décisions concernant pourtant leurs avenirs. Ce phénomène commence par la salle de classe où l'enseignement de type frontal persiste dans bons nombre de systèmes éducatifs et où l'enfant ne participe pas effectivement au processus pédagogique. Ceci continue dans les lieux de travail et dans la vie publique où d'importantes décisions sont prises sans qu'ils ne soient associés. Parmi les raisons invoquées pour expliquer ce phénomène, certains ont évoqué une culture traditionnelle fondée sur la gérontocratie qui est répandu dans l'essentiel des sociétés africaines et qui aurait été 'dévoyée' par des politiciens peu scrupuleux;

2. **Des difficultés, en amont, pour certains jeunes, d'accéder à une éducation de base et une formation de qualité**: Malgré le chemin parcouru lors de ces deux dernières décennies, l'éducation et la formation de qualité restent encore inaccessibles à ce fameux dernier quart que les programmes de l'EPT et des OMD n'a pas pu toucher. En 2011 en Afrique au sud du Sahara, plus de 23% des enfants en âge de scolarité sont toujours exclus de l'école, ce qui représente près de 30 millions d'individus[1]. Dans des pays comme le Burkina Faso plus de 1.010.000 enfants étaient concernés en 2013. Et plus de 845.000 autres au Mali et 950.000 au Niger se trouvaient dans la même situation[2].

Toujours en Afrique au Sud du Sahara, l'UNESCO a recensé en 2009, plus de 21 millions d'adolescents (entre 15 et 21 ans) non scolarisés auxquels il faut ajouter 153 millions d'adultes (21 ans et plus) dont 60% étaient des femmes[3].

Cette masse est énorme et c'est elle qui constitue le principal vivier de ceux qui seront plus tard exposés au chômage, à la délinquance, à la prostitution, à la précarité en matière de santé et d'hygiène, à l'insécurité et aux recrutements par des groupes qui entretiennent des conflits armés en Afrique;

Enfants de rue, des laissés pour compte de l'éducation d'aujourd'hui dont l'employabilité posera le principal défi demain (coll. IB-L).

3. **Le manque d'accompagnement des sortants des écoles de formation,** très souvent dû à un manque de moyens financiers. Dans bon nombre de cas recensés il y a une nette insuffisance de structures de proximité et d'accompagnement pour informer les jeunes sur les réalités du monde du travail, les orienter, les conseiller, les aider à monter des projets et ainsi faciliter leur parcours d'insertion professionnelle.

4. **Le manque de support et de soutien technique de la part du système.** Une étude conduite par l'ADEA révèle par exemple qu'à peine 43 % des jeunes peuvent avoir accès à l'internet, essentiellement dans les villes, à travers des cybercafés et autres, à peine 20% ont accès au net à leurs lieux de travail et seulement 11% l'ont à domicile.

5. **Des difficultés, à l'entrée, de faire le pont entre l'école et le monde du travail.** Vu les difficultés de trouver le fameux premier emploi, trop de jeunes s'engagent trop tôt dans le travail, acceptent donc des salaires trop bas et se retrouvent condamnés à évoluer trop bas dans l'échelle salariale; d'autres n'ont pas la formation exigée par le monde du travail et se retrouvent à faire du travail pour lequel ils sont mal préparés; d'autres encore se retrouvent surqualifiés par rapport aux postes de travail disponibles et se retrouvent à végéter dans la démotivation;

---

1 *UNESCO: Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2010)*

2 *A. Traoré (2013). Educate a Child. Document de programme. MENA. Ouagadougou, Burkina Faso.*

3 *I. Bah-Lalya (2013). Koranic Education Centers and the Issue of Dropout Students in West African Sahelian Region. Ouagadougou, Burkina Faso.*

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 50 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

6. **La difficulté de construire des carrières professionnelles dans un environnement caractérisé par le changement continuel** qui oblige à bouger constamment d'un travail à un autre, d'une organisation à une autre;

7. **L'insuffisance de capacités entrepreneuriales des jeunes qui n'ayant pas accédé à un emploi auraient pu, autrement, monter leurs propres affaires**: trop de jeunes ne maitrisent pas les connaissances et les compétences nécessaires pour identifier les opportunités, innover, gérer un business, créer les réseaux indispensables à l'épanouissement de leurs entreprises, entretenir un marché viable et durable pour leur production;

8. **Le manque de coordination et de partenariat** entre l'Etat, la société civile et les partenaires qui s'intéressent à la situation des jeunes;

9. **Le manque de repères culturels solides et largement** partagés au sein des jeunes. les cultures et valeurs africaines qui étaient avant au centre des systèmes d'éducation et de la morale publique sont profondément remises en cause alors que les jeunes ont, en même temps, de la difficulté à s'insérer harmonieusement dans la modernité;

10. Le défi de vivre une vie saine qui peut conduire à un âge adulte sain et productif.

Quelques pistes pour relever ces défis

Au-delà du recensement des défis, L'ADEA s'est intéressée à identifier, en collaboration avec le groupe cible qui constituaient les jeunes, quelques solutions qu'il faut immédiatement tester sur le terrain. Ce qui a conduit aux propositions suivantes:

1. Mettre l'emploi des jeunes au centre des politiques économiques, sociales et culturelles des pays et des organisations internationales;

2. Associer directement les jeunes à l'élaboration de toutes politiques les concernant;

3. Repenser fondamentalement les curriculums de l'ensemble des systèmes d'éducation et de formation de manière à:

a. intégrer les sous-systèmes (le formel, le non formel et l'informel) dans une vision holistique centrée, au-delà de la simple maitrise des savoirs, la maitrise des 'compétences', quel que soit le lieu d'apprentissage,

b. utiliser les formules alternatives pour l'accès à l'éducation de base du «Dernier Quart» comprenant les laissés pour compte des systèmes traditionnels d'éducation et de formation,

c. s'orienter vers plus de pratique et moins de théorie dans les écoles primaires et secondaires à travers les travaux pratiques, la préprofessionnalisation et autres,

d. inclure des modules de formation sur l'entreprenariat, le développement de l'esprit d'initiative, de leadership et de créativité, dans l'ensemble du secondaire et du supérieur;

e.renforcer les compétences des jeunes dans le secteur informel;

f. renforcer l'usage des nouvelles technologies de la communication et de l'information dans les processus pédagogiques et administratifs des écoles et centre de formation;

g. intégrer l'éducation à l'éthique et à la citoyenneté dans l'ensemble des curriculums et prendre en compte les droits humains. Ce type d'éducation ne doit pas être théorique et détaché de son environnement;

4. Intégrer les savoirs et savoir-faire endogènes africains au centre du curriculum pour une éducation plus pertinente et plus conforme aux cultures, à l'histoire et aux valeurs africaines; répondre au marché du travail par des interventions ciblées de la part des autorités, en particulier les Etats;

Valoriser les métiers de campagne: Ici, un jeune bouvier travaillant dans les pâturages (coll. IB-L).

4. Publications

5. Mettre en place, auprès des lieux de vie des jeunes, des structures de proximité et d'accompagnement pour les informer sur les réalités du monde du travail, les orienter, les conseiller, les aider à monter des projets et ainsi faciliter leur parcours d'insertion professionnelle;

6. Inciter les entreprises à s'engager activement dans le système de formation en alternance ou en apprentissage;

7. Aider les jeunes à devenir entrepreneurs et à créer leurs propres emplois;

8. Améliorer le financement et la gestion optimale des budgets pour l'éducation et la formation;

9. Encourager les jeunes à vivre une vie saine en ces moments de 'globalisation' ou les bonnes et les moins bonnes choses se répandent sur l'ensemble de la planète; et pour conclure;

10. prendre au sérieux l'appel de la jeunesse *POUR UNE AFRIQUE PLUS JUSTE*.

Les jeunes interrogés par l'ADEA, de concert avec l'Association elle-même, considèrent que la question de l'employabilité des jeunes est une condition essentielle à la paix, à la sécurité et au développement en Afrique au Sud du Sahara. Comme le disait un des jeunes burkinabè ayant fait l'objet d'interview «*Ou bien vous les ainés vous vous occupez de nous ou bien nous les cadets nous nous occupons de vous*!». C'est par cette déclamation prémonitoire que se conclut l'intervention de l'ADEA à l'atelier régional du Programme pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest (PDWA) de la Fondation Adenauer tenue à Ouagadougou du 20 au 23 Octobre 2014 à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso.

Questions d'alphabétisation dans le contexte africain *(Par Adeline Seurat)*

La proportion d'adultes analphabètes dans les pays d'Afrique subsaharienne a décliné entre 1985 et 2008, mais le nombre d'individus analphabètes a en réalité augmenté au cours de cette période. C'est dans ce contexte que depuis avril 2000, la communauté internationale poursuit les objectifs du processus Education Pour Tous, dont l'un vise, d'ici à 2015, à améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes.

Cette thèse a pour objectif d'analyser dans quelle mesure la scolarisation primaire et les programmes d'alphabétisation, deux processus sur lesquels la politique éducative peut intervenir, permettent aux individus des pays d'Afrique subsaharienne d'acquérir des compétences de base en lecture.

Dans la grande majorité des pays africains, les analyses, menées sur la base d'enquêtes de ménages, montrent qu'il ne suffit pas d'être allé à l'école jusqu'à la fin du cycle primaire pour savoir lire une fois adulte et qu'il est primordial d'avoir bénéficié d'une certaine qualité de l'éducation. De plus, pour un même temps d'enseignement, le degré d'alphabétisme des individus est très différent selon les pays, indiquant donc de fortes disparités en termes de qualité de l'éducation.

Ces disparités ne s'expliquent pas par des niveaux différents de ressources allouées aux systèmes éducatifs, mais paraissent plutôt liées à des différences liées d'une part, au temps d'enseignement dont ont bénéficié les individus, et d'autre part, à l'organisation du contexte scolaire à l'intérieur de ce temps. Si la scolarisation primaire ne suffit pas, dans son fonctionnement actuel, à assurer un savoir lire durable aux individus, cela implique un rôle significatif des activités d'alphabétisation.

Il ressort des analyses des enquêtes de ménages que la participation à des programmes d'alphabétisation reste en moyenne assez limitée en Afrique subsaharienne. De plus, il existe une très forte variabilité entre les pays, des impacts des activités d'alphabétisation sur le savoir lire des individus. Ceci s'explique sans doute par la grande diversité des programmes d'alphabétisation mis en œuvre.

Cette diversité, à laquelle s'ajoute la quasi-absence de véritable politique nationale de développement de l'alphabétisation, rend très difficile l'identification des modalités
Efficientes d'organisation des activités d'alphabétisation.

Mots clés: Alphabétisme, Alphabétisation, Scolarisation Primaire, Education Pour Tous, Qualité de l'Education, Afrique Subsaharienne, Enquêtes de ménages.

Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF), Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
11 BP 692 Ouagadougou CMS 11, Burkina Faso, Tél. +226 50 36 58 45 - gtenf@fasonet.bf - www.gtenf.org

ROCARE organise un colloque international à Bamako sur l'éducation et la formation pour l'intégration, la paix et le développement en Afrique

Le Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE) organise un colloque international en collaboration avec le ministère de l'éducation du Mali sur l'éducation et la formation pour l'intégration, la paix et le développement en Afrique.

Le colloque s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre du plan stratégique du ROCARE. Il a pour objectif, d'une part, de partager les résultats de recherche du réseau et d'autre part, de donner l'opportunité aux autres de partager les leurs. Ces activités d'échanges doivent aboutir à une capitalisation d'expériences et de réalités susceptibles d'apporter des remèdes aux gangrènes socio-éducatives et économiques auxquelles sont confrontées nos sociétés actuelles.

Ce colloque international qui était prévu pour la période du 8 au 9 décembre 2014, a été reporté à une date ultérieure en raison de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévissait dans certains pays membres du ROCARE. Suite aux nouvelles concertations avec les autorités maliennes, dont les conclusions ont été favorables, la date du colloque est finalement fixée pour la période du 2 au 3 mars 2015.

De prime abord, le colloque a fait l'objet d'une note conceptuelle et d'un appel à communications, diffusés sur le site web du ROCARE, puis d'une pré-sélection et enfin d'une évaluation et sélection finale par le Comité scientifique régional (CSR) du ROCARE. Sur les 94 résumés réceptionnés, 52 ont été pré- sélectionnés. 22 propositions complètes ont été finalement validées. A ce nombre, s'ajoutent 3 rapports de recherche du Programme de Subventions pour la Recherche en Education (PSRE) de l'édition 2013 portant sur l'enseignement supérieur. Dans l'optique de création de synergies d'action partenariales et de renforcement du partage d'expériences, des partenaires scientifiques sont aussi invités à faire des communications.

En effet, ce programme consiste en une série d'activités qui s'articulent en 3 sections thématiques: des tables rondes, des ateliers et une conférence. A ceux-ci s'ajoute en amont, une cérémonie d'ouverture et en aval, une cérémonie de clôture.

Les moments intercalaires seront animés par des expositions documentaires imprimées et audiovisuelles.

Les tables rondes s'accentuent sur des réflexions d'ordre général ou plutôt relatives à la thématique générale. Elles sont au nombre de 4 et le nombre de communicateurs qui y participent varie entre 4 à 6. Elles seront précédées par des communications introductives dont le fond thématique spécifique relève du choix des intervenants.

Quant aux ateliers, autres que les 3 rapports de recherche du PSRE 2013, les propositions sont en totalité issues de la liste des communications retenues par le CSR. Les ateliers sont au nombre de 3 et le nombre de communications à présenter varie entre 3 et 6. Les facilitateurs sont au nombre de 9: 4 modérateurs et 5 rapporteurs.

En marge des ateliers, se tiendra la réunion de concertation entre les autorités du ROCARE et les ministres. L'heure de sa tenue sera communiquée ultérieurement.

Nominations au Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation du Burkina Faso

1. Monsieur Samadou COULIBALY est nommé Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina Faso en remplacement de Madame Koumba Boly/Barry;

2. Monsieur Yombo Paul DIABOUGA, est nommé Secrétaire général en remplacement de Mr W. Emmanuel GOABAGA;

3. Monsieur Emile KAHOUN, Professeur certifié des lycées et collèges, est nommé Directeur général de l'éducation non formelle en remplacement de Mr Remy ABOU qui cumulait ce poste de point focal du PQIP/ALN;

4. Monsieur Ibrahima SANON, Professeur certifié des Lycées et collèges, est nommé Directeur général de l'Institut de la réforme de l'éducation et de la formation en remplacement de Mme Kaboré Juliette.

Le GTENF présente ses compliments aux nouveaux arrivants et souhaitent une bonne continuation de carrière aux sortants.